



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État : services extérieurs

Question écrite n° 72890

Texte de la question

M. Éric Ciotti interroge M. le ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État sur le service douanier de police judiciaire. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer le nombre d'enquêtes préliminaires reçues par les magistrats au titre de l'année 2008.

Texte de la réponse

En 2008, le service national de douane judiciaire (SNDJ) a reçu 262 enquêtes préliminaires des magistrats du parquet. 174 de ces enquêtes préliminaires (soit plus de 66 %) faisaient suite à des constatations d'un service douanier (notamment des dénonciations au titre de l'article 40 du code de procédure pénale ou des actes introductifs d'instance fiscale de l'administration des douanes). Ces résultats traduisent la bonne coopération entre les services douaniers administratifs et judiciaires. Les autres enquêtes préliminaires reçues (88) faisaient suite à des procédures d'un autre service de police judiciaire (police, gendarmerie), d'un groupe d'intervention régional ou à des dénonciations au titre de l'article 40 du code de procédure pénale d'administrations ou services (financiers ou non) autres que la douane : organisme de traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (TRACFIN), Direction générale des finances publiques (DGFiP), dont la Direction nationale des enquêtes fiscales (DNEF) et la Direction de contrôle fiscal (DIRCOFI), la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), le service de contrôle de la régularité des opérations (SCOSA) dans le secteur agricole, la brigade nationale des enquêtes vétérinaires et phytosanitaires (BNEVP, ministère de l'agriculture), ministère de la culture et ministère de l'environnement. Ces enquêtes sont le fruit d'un bon échange d'informations et d'un partenariat efficace entre le SNDJ et ces différents services.

Données clés

Auteur : [M. Éric Ciotti](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 72890

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 mars 2010, page 2233

Réponse publiée le : 1er juin 2010, page 6064